

Québec, le 2 novembre 2016

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
1^{er} étage, bureau 1.39
Québec (Québec) G1A 1A4

OBJET : Pétition relative à la circulation des véhicules lourds sur le boulevard Monseigneur-Langlois (R-201) à Salaberry-de-Valleyfield

Cher collègue,

J'ai pris connaissance des deux pétitions déposées à l'Assemblée nationale le 29 septembre 2016 par le député de Beauharnois, monsieur Guy Leclair, demandant au gouvernement du Québec d'adopter dans les plus brefs délais une ou plusieurs des solutions proposées par la population lors d'une assemblée citoyenne tenue le 23 octobre 2014 pour diminuer la circulation des véhicules lourds sur le boulevard Monseigneur-Langlois à Salaberry-de-Valleyfield.

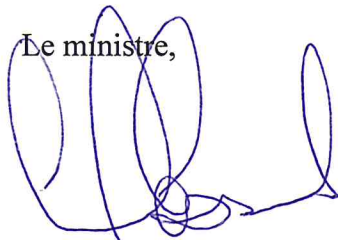
Le Ministère a réalisé une collecte de données portant sur la circulation des véhicules lourds sur le boulevard Monseigneur-Langlois afin de distinguer le camionnage de transit de la circulation locale. Celles-ci démontraient que bien que le débit journalier moyen annuel sur la route 201 ait diminué de 16,7 % depuis l'ouverture de l'autoroute 30, la circulation de véhicules lourds dans le secteur visé avait, quant à elle, effectivement augmentée et que les camions semi-remorques en transit représentaient un taux moyen journalier de 60 %.

Malgré le fait que plusieurs solutions proposées dans le cadre de l'assemblée citoyenne d'octobre 2014 aient été analysées, aucune ne peut se réaliser sans impact sur le milieu. Il s'agit d'une situation complexe analysée de manière continue par le Ministère et ses partenaires afin de limiter les impacts pour les différents milieux concernés.

Le Ministère entreprendra, au cours des prochains mois, un processus de consultation auprès de tous les intervenants impliqués, lequel visera à évaluer l'impact des pistes de solutions déjà identifiées et celui de nouveaux scénarios.

Soyez assuré que les partenaires et la population seront informés d'ici peu du déroulement de ces activités de consultation.

Je vous prie d'agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,


Laurent Lessard